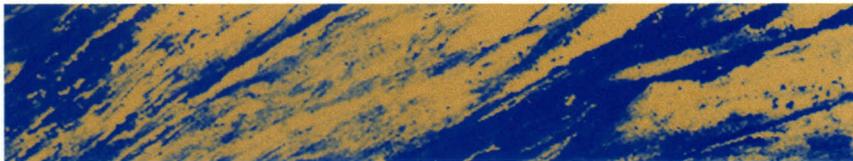


Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR
Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF
Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Sabine Corneloup

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Valérie PARISOT – Les classifications des conflits internes de lois à l'épreuve de leur solution469
Gwendoline LARDEUX – La loi applicable à la représentation conventionnelle. Réflexions de droit prospectif.....513
Hugues FULCHIRON et Cristina GUILARTE MARTIN-CALERO – L'ordre public international à l'épreuve des droits de l'enfant : non à la GPA internationale, oui à l'intégration de l'enfant dans sa famille. À propos de la décision du *Tribunal supremo* espagnol du 6 février 2014531
Ilaria PRETELLI – Le nouveau droit international privé italien de la filiation559
Jeremy HEYMANN. L'épouse de la défunte et le fisc états-unien. À propos de l'avis de la Cour suprême des Etats-Unis du 26 juin 2013 (n°12-307)573

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Directive 2004/38/CE – Article 21 § 1 TFUE – Droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres – Bénéficiaires – Droit de séjour d'un ressortissant d'un État tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'Union, dans l'État membre dont ce citoyen possède la nationalité – Retour du citoyen de l'Union dans cet État membre après des séjours de courte durée dans un autre État membre – Articles 20 TFUE, 21 § 1 TFUE et 45 TFUE – Directive 2004/38/CE – Droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres – Bénéficiaires – Droit de séjour d'un ressortissant d'un État tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'Union, dans l'État membre dont ce citoyen possède la nationalité – Citoyen de l'Union résident et ressortissant d'un même État membre – Activités professionnelles – Déplacements réguliers vers un autre État membre – Cour de justice de l'Union européenne, 12 mars 2014 (2 arrêts), aff. C-456/12 et C-457/12, note Amélie Panet, p. 581

III. — CONFLITS DE LOIS.

Mariage – Validité – Défaut d'intention matrimoniale – Loi applicable – Loi nationale de chacun des époux – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 29 janvier 2014, note Marie-Christine de Lambertye-Autrand, p. 604

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Exequatur – Actes de naissance étrangers transcrits en France – Jugement étranger annulant les actes de naissance – Requête en annulation des actes transcrits – Effet en France du jugement étranger – Vérification de la régularité internationale – Conditions – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 29 janvier 2014, note Christelle Chalas, p. 609

Enlèvement international d'enfant – Responsabilité de l'État pour fonctionnement défectueux du service de la justice – Décision du juge des enfants accordant un droit de visite libre – Enlèvement au cours de l'exercice du droit de visite – Faute lourde (non) – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 5 mars 2014, note Sabine Corneloup, p. 614

Actes de l'état civil – Acte dressé à l'étranger – Transcription – Refus – Convention de mère porteuse – Fraude à la loi – Nullité d'ordre public – Adoption – Enfant conçu à l'étranger – Procréation médicalement assistée – Violation de la loi française – Fraude à la loi française – Requête en adoption de l'épouse de la mère – Rejet – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 19 mars 2014 et Tribunal de grande instance de Versailles, 29 avril 2014, note Sylvain Bollée, p. 619

V. — UNION EUROPÉENNE.

Règlement (CE) n°44/2001 – Article 15 § 1, sous c) – Compétence en matière de contrats conclu par les consommateurs – Limitation éventuelle de cette compétence aux contrats conclu à distance – Lien de causalité entre l'activité commerciale ou professionnelle dirigée vers l'État membre du domicile du consommateur au moyen de l'internet et la conclusion du contrat – Cour de justice de l'Union européenne, 17 octobre 2013, aff. C-218/12, note Olivera Boskovic, p. 630

Compétence judiciaire en matière civile et commerciale – Règlement (CE) n° 44/2001, article 16 § 1 – Contrat de voyage à forfait conclu entre un consommateur domicilié dans un État membre et une agence de voyage établie dans un autre État membre – Prestataire de services utilisé par l'agence de voyages établi dans l'État membre du domicile du consommateur – Droit du consommateur d'in-

tenter, devant le tribunal du lieu de son domicile une action contre les deux professionnels – Cour de justice de l'Union européenne, 14 novembre 2013, aff. C-478/12, note Christelle Chalas, p. 639

Règlement (CE) n° 802/2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière civile – Titre exécutoire européen – Conditions de certification – Litiges entre consommateurs – Protection du consommateur (non) – Cour de justice de l'Union européenne, 5 décembre 2013, aff. C-508/12, note Jonas Knetsch, p. 648

Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I – Article 2 – Domicile du défendeur dans un État membre – Juridiction saisie siégeant dans un autre État membre – Article 3 § 1 – Application d'une règle de compétence nationale (non) – Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I – Article 5-1b) – Contrat de concession exclusive – Contrat de vente (non) – Contrat de fourniture de services (oui) – Contrat de concession exclusive – Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I – Article 5-1b) – Qualification – Contrat de vente (non) – Contrat de fournitures de services (oui) – Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2013, aff. C-9/12, note Dominique Bureau, p. 660

Règlement (CE) n° 1346/2000 – Article 3 § 1^{er} – Compétence du tribunal de l'État membre sur le territoire duquel est situé le centre des intérêts principaux du débiteur – Action révocatoire – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – Procédure d'insolvabilité – Action révocatoire – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – Cour de justice de l'Union européenne, 16 janvier 2014, aff. C-328/12, note Dominique Bureau, p. 670

Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales – Article 6 § 1 – Jugement par défaut prononcé par une juridiction chypriote – *Exequatur* demandé en Lettonie – Union européenne – Présomption d'équivalence dans la protection des droits fondamentaux – Obligation pour l'État requis de tenir suffisamment compte des droits procéduraux du requérant – Non-violation de la convention – Règlement n° 44/2001 (Bruxelles I) – Article 34 § 2 – Signification de l'acte introductif d'instance défectueuse – Défaut d'exercice des voies de recours par le défendeur défaillant – Compatibilité avec la convention européenne des droits de l'homme – Cour européenne des droits de l'homme, 25 février 2014, note Fabien Marchadier, p. 679

Litispendance – Article 27-2 du règlement Bruxelles I – Notion de compétence établie – Juge premier saisi – Compétence fondée sur la comparution du défendeur – Moment constitutif de la première défense au fond – Moment défini par le droit national – Cour de justice de l'Union européenne, 27 février 2014, aff. C-1/13, note Horatia Muir Watt, p. 694

Règlement CE n° 44/2001 – Article 22-1 – Compétence exclusive – Matière de droits réels immobiliers – Droit de préemption – Règlement CE n° 44/2001 – Article 27-1 – Litispendance – Matière de droits réels immobiliers – Article 28-1 – Connexité – Critères d'appréciation du sursis à statuer – Cour de justice de l'Union européenne, 3 avril 2014, aff. C-438/12, note Louis d'Avout, p. 704

Troisième Partie. — Documentation.

I. — **Traités nouveaux de la France** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

.....

II. — **Lois, décrets et actes officiels français** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

.....

III. — **Union européenne.**

.....

IV. — **Informations diverses.**

Entreprises multinationales – Responsabilité sociale et environnementale – Réponse du ministre, p. 731

Étrangers – Régularisation – Ancienneté de travail – Preuve – Réponse du ministre, p. 732

Nom – Union européenne – Un nom dans toute l'Europe – Une proposition de règlement européen sur le droit international du nom, p. 733

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** – HUANG (Jie), Interregional recognition and enforcement of civil and commercial judgments (Lessons for China from US and EU law (Horatia Muir Watt), p. 739 – KARAYANNI (Michael), Conflicts in a Conflict. A Conflict of Laws Case Study on Israel and the Palestinian Territories (Horatia Muir Watt), p. 741 – LOPEZ DE TEJADA (Maria), La disparition de l'exequatur dans l'espace judiciaire européen (Laurence Usunier), p. 742 – SYMEONIDES (Symeon), Codifying choice of Law around the world. An international comparative analysis (Horatia Muir Watt), p. 749